Notes de l'Ifri

L'Église en République démocratique du Congo (encore) face au pouvoir

Laurent LARCHER

Mai 2018

ifri
Centre Afrique subsaharienne

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 978-2-36567-881-0
© Tous droits réservés, Ifri, 2018

Comment citer cette publication :
Laurent Larcher, « L'Église en République démocratique du Congo (encore) face au pouvoir », *Notes de l'Ifri*, Ifri, mai 2018.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Auteur

Laurent Larcher est journaliste au quotidien *La Croix* pour lequel il couvre l'Afrique subsaharienne. Ses reportages ont été plusieurs fois nominés au prix Bayeux des correspondants de guerre. Membre fondateur de l'observatoire Pharos et de l'association Liberté pour l'esprit, Laurent Larcher collabore également à la revue *Esprit*. Titulaire du DEA Histoire et civilisation de l'EHESS, du DEA d'histoire médiévale de l'université Paris IV-Sorbonne et d'une maîtrise d'histoire grecque de l'université Paris VIII. Son dernier livre paru : *Au nom de la France ? Les non-dits de la diplomatie française*, Paris, Éditions du Cerf, 2018.

Résumé

Après avoir trouvé un accord éphémère entre le gouvernement et l'opposition pour résoudre la crise institutionnelle ouverte par le maintien au pouvoir de Joseph Kabila au-delà de son mandat, l'Église catholique a adopté une position nettement plus critique vis-à-vis du régime en réclamant l'organisation des élections sans Kabila et en dénonçant ouvertement sa mauvaise gouvernance. Le bras de fer entre l'autel et le palais présidentiel s'inscrit dans l'histoire de la République démocratique du Congo (RDC). Il éclaire, aussi, le poids et le rôle de premier plan de l'Église dans ce pays en crise ainsi que la place stratégique qu'elle occupe, aux yeux du Vatican, dans l'économie générale du catholicisme en Afrique. Si dans son rapport de force avec le régime, l'Église congolaise parle d'une seule voix, son unité affichée n'est pas sans failles.

Abstract

After failing to reach a sustainable agreement between the government and the opposition to solve the institutional crisis provoked by the hold of Kabila's mandate beyond its expiration, the Catholic Church made a more critical stance against the regime, demanding the organization of elections without Kabila and condemning his poor governance. The struggle between the Church and political authorities is encompassed within the history of the Democratic Republic of the Congo. It also shows the importance and the leading role of the Church in this troubled country as well as the strategic position it represents for the Vatican in the general architecture of Catholicism in Africa. Although the Congolese Church speaks as one when it comes to protest against the regime, its apparent unity is not flawless.

Sommaire

INTRODUCTION 5

BRÈVE HISTOIRE D'UNE ÉGLISE AFRICANISÉE 7

L'expérience portugaise 7

La deuxième vague : le temps des fondations 9

La troisième vague : l'africanisation de l'Église 10

BATEAU AMIRAL DU CATHOLICISME EN AFRIQUE
ET ULTIME INSTITUTION CONGOLAISE 12

Une administration pyramidale 12

UNE TRADITION D'ÉGLISE ENGAGÉE 16

L'épisode Malula 16

L'Église pour la démocratie 17

L'ÉGLISE FACE À KABILA : LA NOUVELLE CONFRONTATION 19

D'ultime médiateur à ultime opposant 19

Derrière l'unité de l'Église congolaise 23

CONCLUSION 28

Introduction

En ce début d'année 2018, l'Église catholique se retrouve au centre de la crise congolaise. Après avoir été le médiateur de dernier ressort en décembre 2016, elle a mis fin à son rôle de facilitateur d'un dialogue de sourds entre régime et opposition en mars 2017 et a adopté une position à la fois légaliste (le régime doit organiser des élections sans le président Kabila) et critique (les « anti-valeurs » comme le vol, le mensonge, la manipulation et la violence sont pratiqués au sommet de l'État[1]). Par ailleurs, l'essoufflement des partis d'opposition (notamment après le décès d'Étienne Tshisekedi le 1er février 2017) a créé un vide politique et favorise l'implication dans la crise politico-sécuritaire d'une Église qui n'en est pas à sa première confrontation avec le pouvoir depuis l'indépendance en 1960.

La manifestation du 31 décembre 2017 dite « la marche des catholiques » contre le président Kabila a constitué une nouvelle étape dans la montée des tensions entre l'Église catholique en République démocratique du Congo (RDC) et le régime. Alors que le pape François suit de près l'évolution de la situation congolaise, la réaction brutale des forces de l'ordre à ces « marches des catholiques » a eu l'effet inverse par rapport à celui qui était recherché : loin d'affaiblir le mouvement, la répression a soudé les catholiques, en premier lieu les évêques, derrière la position offensive de l'archevêque de Kinshasa, le cardinal Laurent Monsengwo. Mais l'unité affichée par l'Église catholique congolaise cache des divergences plus sourdes que les principaux acteurs taisent face à un régime oppressif et manipulateur.

1. C'est une expression utilisée par Monseigneur Monsengwo. « Il est temps que la vérité l'emporte sur le mensonge systémique, que les médiocres dégagent et que règnent la paix, la justice en République démocratique du Congo. », déclare-t-il le 3 janvier 2018. « Comment ferons-nous confiance à des dirigeants incapables de protéger la population, de garantir la paix, la justice, l'amour du peuple ? Comment ferons-nous confiance à des dirigeants qui bafouent la liberté religieuse du peuple, liberté religieuse qui est le fondement de toutes les libertés (cf. Benoît XVI, Liberté religieuse, chemin vers la paix) ? [...] pour masquer des intérêts occultes comme l'accaparement des ressources, des richesses, le maintien au pouvoir par des méthodes anticonstitutionnelles, peut provoquer et provoque des dommages énormes aux sociétés, en l'occurrence la nôtre. Nous voulons un Congo des valeurs et non d'antivaleurs. » (Déclaration du Cardinal Laurent Monsengo en marge de la marche du 31 décembre 2017). Le 24 avril 2011, dans la lettre pastorale consacrée aux élections prévues en novembre de cette année-là, il invitait tous les fidèles à se dépouiller du « vieil homme des antivaleurs » que sont la corruption, la cupidité, le vol et le mensonge. Il leur demande plutôt à illuminer le monde avec bonté, justice et vérité (Radio Okapi, 24 avril 2011).

La position actuelle de l'Église catholique en RDC et son rapport au politique ne peuvent se comprendre sans référence à son histoire et à l'économie générale du catholicisme en Afrique[2].

2. Parmi les sources écrites utilisées : Annurium Statisticum Ecclesiae, 2015, Libreria Editrice Vaticana, 2017 ; « Ecclesia Africa », http://w2.vatican.va ; « Instrumentum Laboris. L'Église en Afrique au service de la réconciliation et de la paix », *La Documentation catholique*, n° 2422, 19 avril 2009 ; « Le voyage de Benoît XVI au Bénin, une espérance pour l'Afrique », *La Documentation catholique*, n° 2480, 18 décembre 2011 ; J. Mpisi, *Le cardinal Malula et Jean-Paul II. Dialogue difficile entre l'Église « africaine » et le Saint-Siège*, Paris, L'Harmatan, 2005 ; M.-P. Alaux J.-F. Petit et I. Roux (dir.), *L'Afrique sera-t-elle catholique ? Des Religieux s'interrogent*, Paris, L'Harmattan, 2007 ; D. Van Reybrouck, *Congo, une histoire*, Arles, Actes Sud/Babel, 2014 ; J.-P. Langellier, *Mobutu*, Paris, Perrin, 2017.

Brève histoire d'une Église africanisée

L'histoire de la présence catholique dans cette région a connu trois grandes phases.

L'expérience portugaise

En RDC, le catholicisme est un héritage de la colonisation portugaise des XVe et XVIe siècle. Envoyé par le roi Jean II, le navigateur Diogo Cao aborde l'embouchure du fleuve Congo en 1482. Il y plante la première croix chrétienne dans la région, le *padrao*[3]. Diogo Cao établit des relations diplomatiques, commerciales et militaires avec le royaume du Kongo et son roi, Ntinu Nzainga Nkuwu[4]. Dans la foulée, débarquent les premiers missionnaires catholiques portugais, en 1491, à l'embouchure du Congo, à Pinda. Ils baptisent Nzinga Nkuwu : sous le nom chrétien de Joao I (Jean Ier) Nzinga Nkuwu, en 1491. Le fils de Joao I, Don Alphonse, consolide le christianisme pendant son règne (1506-1543) : il établit en 1512 des rapports directs avec le pape Léon X et envoie l'un de ses fils, Don Henri, à Rome[5]. Le jeune prince entre au séminaire, est ordonné prêtre avant que le pape Léon X le nomme évêque d'Utica[6] en 1518 : Don Henri est donc le premier évêque originaire d'Afrique subsaharienne.

Le rôle d'Henri, en son temps, est inversement proportionnel à l'importance du symbole qu'il incarne aux yeux de Rome à la fin du XXe siècle. L'histoire d'Henri illustre, pour le Vatican, le lien profond qui l'unit à l'Afrique et démontre, à ses yeux, la vocation catholique du continent[7]. Grâce à la christianisation de la monarchie du royaume du

---

3. Ce pilier de pierre surmonté d'une croix que les Portugais plantent sur les terres qu'ils découvrent : colonisation et évangélisation participent du même projet pour les Portugais.
4. Le royaume du Kongo s'étendait sur le territoire de ce qui est aujourd'hui la partie occidentale de la RDC (l'actuelle province du Bas-Congo et le district du Kwango dans la province de Bandundu), du Congo-Brazzaville et du nord de l'Angola.
5. F. Bontinck, « Ndoadidiki ne-Kinu a Mubemba, premier évêque du Congo (c.1495-1531) », *Revue africaine de Théologie*, n° 2, 1979, p. 149-169.
6. Utique, en Tunisie, au nord de Carthage. Le siège épiscopal d'Utica est vacant depuis la conquête musulmane, à la fin du VIIe siècle.
7. Dans *Ecclesia in Africa*, Jean-Paul II revient sur cette histoire en ces termes : « Le 7 juin 1992, dimanche de la Pentecôte, lors de la commémoration des cinq cents ans de l'évangélisation de l'Angola, je disais entre autres à Luanda : "Les Actes des Apôtres désignent par leur nom les habitants de différents lieux, qui prirent directement part à la naissance de l'Église par l'œuvre du souffle de l'Esprit Saint. Voici

Kongo, ce royaume qui est en même temps une importante plate-forme du trafic d'esclaves devient la porte d'entrée du christianisme dans la région pendant plusieurs siècles. L'évangélisation ne s'y est pas faite sans mal, sans résistance ni sans violence. Elle échoue, par exemple, à éradiquer les religions traditionnelles : dès le XVIe siècle, le crucifix est devenu un objet courant, non parce qu'il est le signe d'une évangélisation triomphante, mais parce qu'il apparaît comme un fétiche formidable. Les missionnaires portugais participent aussi aux commerces des esclaves[8] : des comportements qui ruinent la crédibilité et l'attractivité de cette religion aux yeux des victimes de la traite.

Parmi les œuvres privilégiées par le premier noyau catholique figure l'éducation. L'arrivée de quatre jésuites en 1548 est suivie de l'ouverture d'un collège, la première école dans la région. Autre première pierre déposée, la structuration du territoire : Rome érige le diocèse de San Salvador en 1585, suivi, à la fin du siècle, par celui de Mbanza-Kongo, la capitale du royaume du Kongo (actuellement situé dans la province du Zaïre en Angola). La création de la Sainte Congrégation pour la propagation de la Foi, en 1622, renforce la mission catholique dans le royaume du Kongo avec l'envoi de capucins en 1645 et, en 1624, le premier catéchisme en langue kikongo est écrit afin de diffuser le christianisme à travers le royaume.

L'économie de la traite soulève les peuples de la région contre le royaume du Kongo. Obligé de se ranger sous la protection du Portugal, le royaume du Kongo s'essouffle et avec lui, l'élan missionnaire. Officiellement, le royaume disparaît à la mort du roi Antonio Ier, à la bataille d'Ambouila (1665). Par la suite, le Portugal se détourne peu à peu de cette région. Résiduelle au XVIIIe siècle, l'action missionnaire portugaise s'interrompt

ce que tous disaient : « Nous les entendons publier dans notre langue les merveilles de Dieu » (*Ac* 2, 11). Il y a cinq cents ans, les peuples de l'Angola se sont ajoutés à ce chœur de langues. À ce moment-là, dans votre patrie africaine, la Pentecôte de Jérusalem s'est renouvelée. Vos ancêtres entendirent le message de la Bonne-Nouvelle qui est la langue de l'Esprit. Leurs cœurs accueillirent pour la première fois cette parole et ils inclinèrent la tête dans l'eau des fonts baptismaux, où l'homme, par l'œuvre de l'Esprit-Saint, meurt avec le Christ crucifié et renaît à une nouvelle vie dans sa résurrection. […] Ce fut certainement le même Esprit qui poussa ces hommes de foi, les premiers missionnaires, qui arrivèrent en 1491 à l'embouchure du Zaïre, à Pinda, donnant naissance à une véritable épopée missionnaire. Ce fut le même Esprit, œuvrant à sa manière dans le cœur des hommes, qui poussa le grand roi du Congo Nzinga-a-Nkuwu à demander des missionnaires pour annoncer l'Évangile. Ce fut l'Esprit-Saint qui soutint la vie de ces quatre premiers chrétiens angolais qui, de retour d'Europe, témoignèrent de la valeur de la foi chrétienne. Après les premiers missionnaires, de nombreux autres vinrent du Portugal et d'autres pays européens pour continuer, développer et consolider l'œuvre commencée ». Un certain nombre de diocèses ont été érigés durant cette période, et l'un des premiers fruits de cet effort missionnaire fut, en 1518, la consécration à Rome par Léon X, de Don Henrique, le fils de Don Alphonse Ier, roi du Congo, comme évêque titulaire d'Utica. Don Henrique fut ainsi le premier évêque autochtone de l'Afrique noire. »

8. M.-P. Alaux J.-F. Petit et I. Roux (dir.), *L'Afrique sera-t-elle catholique ?, op. cit*, p. 186.

en 1834, quand Lisbonne supprime les ordres religieux masculins dans ses possessions d'outremer et en métropole[9].

La deuxième vague : le temps des fondations

Le relais est pris, dans la deuxième partie du XIXe siècle, par d'autres Églises européennes, en premier lieu par l'Église de France. Le mouvement est préparé par l'arrivée des Pères français du Saint-Esprit (spiritains) en 1865. Au même moment, les missionnaires protestants anglo-saxons et scandinaves investissent la région. Ils sont baptistes et méthodistes. Les moteurs de leur expansion sont la Livingston Inland Mission (à partir de 1878) et la Baptist Missionary Society (1879). La rivalité entre catholiques et protestants dynamise l'élan missionnaire. Elle tourne à l'avantage des premiers lorsque le royaume du Kongo passe entre les mains du roi des Belges, le catholique Léopold II. Après la conférence de Berlin, il favorise l'implantation des missions catholiques issues de son royaume. En 1886, le pape Léon XIII confie officiellement à l'Église belge le soin d'évangéliser le domaine africain de Léopold. Ainsi, les missionnaires d'Afrique (Pères blancs), présents dès 1880 au Kongo, sont exclusivement des Belges à partir de 1886. Ils sont rejoints par les missionnaires de Scheut en 1888, les Sœurs de la Charité en 1891, à nouveau les jésuites en 1892, tous venus de Belgique. Des trappistes, des franciscains, des missionnaires du Sacré-Cœur, des sœurs du Précieux-Sang s'installent aussi dans l'État indépendant du Congo du roi des Belges.

Ces communautés se partagent l'intérieur des terres, ouvrent des missions, des dispensaires, des écoles, construisent des églises, bâtissent des paroisses, établissent des diocèses. Parmi leurs actions sociales, la lutte contre l'esclavage leur donne un certain crédit auprès des populations.

À partir de 1908, l'administration religieuse accompagne l'administration coloniale. Les missionnaires participent à essentialiser et fixer les identités communautaires qu'ils rencontrent au Congo. Ils contribuent à la Collection des monographies ethnographiques, œuvre monumentale publiée entre 1907 et 1914 qui cartographie les peuplades et les ethnies du Congo. Le principal maître d'œuvre de ce projet, Cyrille Van Overberg, est un politicien catholique. Chaque tribu se voit dotée de caractéristiques (avares, courageux, paresseux, etc.). Ce processus de classification-hiérarchisation de la diversité humaine que les missionnaires

9. « AFRIQUE/RD CONGO – L'Église catholique dans la République démocratique du Congo », Fides, 30 janvier 2006, disponible sur : www.fides.org.

belges appliqueront au XXe siècle au Rwanda-Urundi trouve aussi sa source dans la question flamande[10]. Comme la plupart des missionnaires venait de Flandres, ils ont, par exemple, par analogie avec les revendications linguistiques flamandes, été très attentifs aux langues natales[11]. Chargés, en accord avec l'administration coloniale, de la scolarisation, les missionnaires répandent cet ethnicisme et cette classification humaine : « Les écoles missionnaires devinrent des petites usines à préjugés tribaux », constate David van Reybrouck[12].

L'évangélisation ne consiste pas seulement à convertir les Congolais, mais aussi à les intégrer peu à peu dans la hiérarchie catholique. Et de ce point de vue, l'Église du Congo belge n'hésite pas à accueillir des natifs, en un temps où l'administration et l'armée s'y opposent. En choisissant ses catéchistes dans la population, elle s'appuie sur de précieux relais pour se diffuser dans la société locale. Elle ordonne son premier prêtre congolais dès 1917. En 1932 se tient la première Conférence de l'épiscopat du Congo belge et, en 1954, les Jésuites créent la première université du pays : l'Université Lovanium à Léopoldville (l'actuelle Kinshasa). Deux ans plus tard, le premier évêque congolais est consacré (Mgr Pierre Kimbondo) et, en 1957, la première faculté de théologie d'Afrique est créée.

La troisième vague : l'africanisation de l'Église

En 1956, un groupe d'intellectuels congolais lié à l'université de Lovanium, dont un prêtre originaire du Kasaï, Joseph-Albert Malula, publie un manifeste sur l'indépendance de la colonie intitulée *Conscience africaine*. Ce texte provoque un électrochoc dans la société coloniale belge. À Léopoldville, où il est prêtre, Joseph-Albert Malula participe à la réflexion sur l'émancipation de la colonie, sur la question du déracinement, de l'inculturation de l'Évangile et de la nécessité pour l'Église de prendre ses distances avec le pouvoir colonial. Avec lui, plusieurs mouvements comme l'Action catholique s'engagent sur cette voie. Ses prises de position ne sont pas condamnées par Rome, bien au contraire : en 1959, il est nommé évêque de Kinshasa. En 1964, il est élevé au titre d'archevêque de Kinshasa. Il le restera jusqu'en 1989. Et en 1969, il est nommé cardinal par Paul VI. Au moment de son bras de fer avec Mobutu en 1972 (lire ci-après), l'Église du cardinal Malula compte 3 000 prêtres, 4 000 religieuses, 48 évêques dont 33 sont Africains. Le cardinal va jusqu'à instituer le rite « zaïrois » :

10. J. Gahama, *Le Burundi sous administration belge : la période du mandat (1919-1939)*, Paris, Karthala, 2000.
11. D. Van Reybrouck, *Congo, une histoire*, *op. cit.*, p. 138.
12. *Ibid.*, p. 139.

inculturation de la pratique qui permet aux fidèles d'occuper une plus grande place dans la liturgie.

Dernier temps fort de cette africanisation, les deux voyages du pape Jean-Paul II au Zaïre en 1980 et 1984. Le 3 mai 1980, à Kinshasa, le pape polonais déclare, en s'en félicitant : « Vous désirez être à la fois pleinement chrétiens et pleinement Africains. » Et de poursuivre par cette profession de foi : « Il est possible au christianisme de s'allier avec ce qui est le plus profond dans l'âme zaïroise pour une culture originale, en même temps africaine et chrétienne[13]. » Et en 1984, il béatifie sœur Clémentine Anuarite Nengapeta, martyrisée en 1964. Enfin, en 1988, il reconnaît le rite zaïrois. L'Église du Congo-Zaïre est désormais une Église africaine, l'une des plus intégrées du continent.

13. Discours de Jean-Paul II aux évêques zaïrois, 3 mai 1980, disponible sur : https://w2.vatican.va.

Bateau amiral du catholicisme en Afrique et ultime institution congolaise

D'après la dernière livraison de l'*Annuaire pontifical* de l'Église publiée en 2017, dont la mise à jour date du 31 décembre 2015, sur 1,285 milliard de catholiques recensés dans le monde, l'Afrique en compte 222 170 000, soit 19,42 % de la totalité, et leur nombre continue de croître (+ 7 411 000 entre 2014 et 2015). Dans la même période, l'Europe en perdait 1,3 million.

Au palmarès du catholicisme africain, la RDC se singularise en étant le plus grand pays catholique en 2015 (43 202 000 baptisés), très largement devant le Nigeria (27 140 000). Elle occupe aussi la première place pour le nombre de ses prêtres : 3 915 prêtres diocésains (3 329 en 2010) et 2 023 religieux prêtres (1 915 en 2010) soit 5 938 prêtres en tout (5 244 en 2010) et 69 évêques. Le clergé congolais est en pleine croissance : entre 2010 et 2014, 914 prêtres diocésains ont été ordonnés, soit en moyenne 189 par an ; entre 1989 et 1994, cette moyenne était de 144 par an.

Une administration pyramidale

La force de l'Église catholique en RDC ne tient pas seulement à son nombre, elle tient aussi au fait d'être une des dernières institutions du pays. En effet, l'organisation de l'Église catholique, pyramidale et horizontale, ses effectifs et son histoire lui permettent de quadriller l'ensemble de l'immense territoire congolais (2,3 millions km²) et de former un corps social structuré par une même doctrine, une même pratique et une même administration : elle est à la fois la plus grande Église catholique en Afrique et l'institution la plus ordonnée de la RDC.

L'Église catholique en RDC est composée de 1 445 paroisses réparties en 47 diocèses, eux-mêmes regroupés en six provinces ecclésiastiques (archidiocèses) : Bukavu, Kananga, Kinshasa, Kisangani, Lubumbashi et Mbandaka. Chaque province est dotée d'une assemblée plénière composée des évêques de ses diocèses. Elles sont présidées par un archevêque métropolitain. Actuellement, la province de Kinshasa est présidée par Mgr Laurent Monsengwo, Lubumbashi par Mgr Jean-Pierre Tafunga,

Kisangani par Mgr Marcel Utembi, Bukavu par Mgr François-Xavier Maroy, et Kananga par Marcel Madila. Toutefois, chaque évêque dirige d'une manière autonome son diocèse. Ces six provinces sont restées celles de la RDC au moment de son indépendance, le 30 juin 1960. L'Église n'a pas tenu compte des redécoupages territoriaux ultérieurs, notamment le dernier issu de la Constitution de 2005 et qui a été mis en œuvre en 2015.

La superstructure qui chapeaute cette organisation territoriale et administrative est la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO)[14] : y siègent tous les archevêques et les évêques. Ils élisent l'un des leurs à sa tête. Aujourd'hui, son président est Mgr Marcel Utembi. La CENCO intervient dans tous les domaines qui concernent son gouvernement, sa pastorale, ses activités multiples et la société. Elle est intégrée dans la sous-région au sein de l'Association des conférences épiscopales d'Afrique centrale (ACEAC) : Burundi, RDC et Rwanda. Et pour le continent, elle siège au sein du Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et Madagascar (SCEAM).

Parmi les commissions qui la composent, une est dédiée spécialement à la défense de la dignité de la personne, la Commission Justice et Paix. Elle est le lieu où « le peuple de Dieu » s'engage « à la transformation des structures mentales, sociopolitiques et économiques qui oppriment la personne ». Elle se charge « d'étudier et analyser [...] les situations d'injustice et de violence dans la société congolaise », « de fournir à l'épiscopat les informations objectives et documentées qui lui permettent de jouer son rôle prophétique qui est, non seulement de dénoncer les injustices, mais avant tout, d'annoncer l'amour, la vérité et la justice ». Dans l'« Exhortation apostolique post-synodale *Africae Munus*[15] », le pape Benoît XVI rappelle que « grâce aux commissions Justice et Paix, l'Église s'est engagée dans la formation civique des citoyens et dans l'accompagnement du processus électoral dans différents pays. Elle contribue ainsi à l'éducation des populations et à l'éveil de leur conscience et de leur responsabilité civique. Ce rôle éducatif particulier est apprécié par un grand nombre de pays qui reconnaissent l'Église comme un artisan de paix, un agent de réconciliation et un héraut de la justice. » (AM23).

En RDC, la Commission Justice et Paix est impliquée dans :

- **L'observation des élections.** Pour l'élection présidentielle du 28novembre 2011, elle a formé 30 000 observateurs. À la lumière de ces observations, la CENCO a émis un jugement très critique sur

14. Site officiel de la CENCO, consultable sur : http://cenco.org.
15. « Exhortation apostolique post-synodale *Africae Munus* du pape Benoît XVI à l'épiscopat, au clergé, aux personnes consacrées et aux fidèles laïcs sur l'église en Afrique au service de la réconciliation, de la justice et de la paix », novembre 2011, disponible sur : http://w2.vatican.va.

l'organisation et le résultat de cette élection. Cette commission émet des textes, des notes, des rapports pour éclairer la conscience, des fidèles, des prêtres et de l'opinion publique. Toute l'année 2017, cette commission n'a cessé de défendre l'accord de la Saint-Sylvestre[16] en l'expliquant aux fidèles, en réclamant son application et en dénonçant les retards et les entorses dont s'est rendu responsable le gouvernement.

- **Le suivi de la situation des droits de l'Homme.** Cette commission donne aussi des informations et des détails sur les crimes commis dans des régions reculées comme à Butembo et Beni, où des responsables locaux de Justice et Paix documentent les massacres qui ensanglantent la région depuis octobre 2014. De même au Kasaï, c'est par son propre réseau Justice et Paix que l'Église catholique a pu établir le nombre de victimes des violences qui secouent la région depuis le mois d'août 2016. Le pape François vient de nommer le président de la Commission Justice et Paix, Mgr Fridolin Ambongo, évêque de Bokungu-Ikela, successeur de Mgr Monsengwo à la tête du diocèse de Kinshasa. Cette commission travaille en collaboration avec d'autres structures de l'Église congolaise, comme la Commission épiscopale pour la doctrine de la foi, la Commission épiscopale Caritas-Développement, la Commission épiscopale pour l'Apostolat des laïcs et la Commission épiscopale pour les affaires juridiques.

Aux côtés de la Commission Justice et Paix, l'Église congolaise a aussi sa propre association caritative, la Caritas[17]. Créée en 1960, elle est présente dans les 47 diocèses du pays. À sa tête, une structure nationale, la Caritas développement Congo (CDC). « Son rôle principal consiste à faire appliquer et à assurer le suivi des orientations de la CENCO dans toutes les actions qui concourent à la promotion et au développement intégral de l'homme, c'est-à-dire, les secours d'urgence, les œuvres médicales et les projets de développement communautaire[18]. » Cette organisation est reliée à Caritas Internationalis (CI) à Rome. Dans les situations d'urgences, la CDC relaie à la CI les appels des Caritas diocésaines pour solliciter un SOA (*Special Operations Appeal*). La CI étudie les demandes et, si elle le juge nécessaire, se charge de contacter les Caritas des pays « riches », mais aussi les bailleurs internationaux pour un appui financier.

La CDC se charge du plaidoyer auprès des agences des Nations unies, des gouvernements du Nord, du gouvernement congolais, de l'Union

16. Cet accord trouvé entre le gouvernement et l'opposition, sous l'égide de la CENCO, le 31 décembre 2016, prévoyait la mise en place d'une transition politique en attendant l'organisation d'élections présidentielles, législatives et communales d'ici à la fin de 2017.
17. L'équivalent du Secours catholique en France.
18. Site officiel de l'association Caritas Congo, consultable sur : www.caritasdev.cd.

européenne (UE) et de la Banque mondiale. Cette structure donne à l'Église catholique congolaise, non seulement des moyens pour répondre aux urgences du moment mais aussi pour alerter sur des violences en cours comme elle vient de le faire en Ituri au mois de février et mars 2018[19]. Ainsi la Caritas de Bunia documente les violences communautaires qui déchirent à nouveau cette région. Et comme dans le Kasaï, elle est capable de donner son propre bilan, contredisant celui des autorités. Ainsi, à Maze où le ministre de l'Intérieur Henri Mova avait déploré 33 morts au début du mois de mars, la Caritas en a compté 49[20]. Ces informations sont relayées par la conférence épiscopale de Kisangani puis par la CENCO, reprises par Radio Vatican et les médias catholiques de presse internationale. Par son propre réseau, l'Église catholique congolaise peut non seulement savoir ce qui se déroule dans l'immensité du pays et le faire savoir à l'extérieur de ses frontières.

En outre, l'Église congolaise a la particularité d'avoir une Commission épiscopale pour les ressources naturelles (CERN). Présidée par Mgr Sebastien Muyengo, évêque d'Uvira, et soutenue par le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD)-Terres solidaires, cette commission est représentée dans 32 diocèses. Chargées de recueillir les informations sur l'exploitation des ressources naturelles dans leur diocèse, ses équipes de 4 à 5 personnes quadrillent le territoire, rencontrent les populations, montent des dossiers qui sont ensuite centralisés et épluchés à Kinshasa[21]. La CERN ne travaille pas seule. Elle fait partie de plate-forme de la dizaine d'ONG avec laquelle le régime a travaillé pour réformer le code minier, la Coordination des organisations de la société civile dans le secteur des ressources naturelles. Elle a pris une part active dans la rédaction et l'adoption du nouveau code minier promulgué par Joseph Kabila, le 9 mars 2018. « Dans l'une des réunions tripartites avec le gouvernement, les entreprises minières et la coordination de la société civile, nous avons proposé de distinguer les minerais « classiques » des minerais « stratégiques » dont la demande et le prix ne cessent d'augmenter depuis 2015. Parmi ces minerais, le cobalt. Toute la coordination soutenait cette mesure. Nous avons été heureux de la voir adopter par le ministre des mines », assure Henri Muhiya[22], le secrétaire exécutif de la CERN.

19. M. Lechapelays, « RD Congo : l'Église accuse la classe politique d'alimenter les conflits identitaires en Ituri, *La Croix*, 23 février 2018, disponible sur : www.la-croix.com.
20. L. Larcher, « En RD-Congo, l'Ituri sous le feu d'attaques à répétition », *La Croix*, 7 mars 2018, disponible sur : www.la-croix.com.
21. ccfd-terresolidaire.org
22. Entretien particulier, lire L. Larcher, « RD Congo : nouveau code minier, le rôle de l'Église catholique », *La Croix*, 14 mars 2018, disponible sur : www.la-croix.com.

Une tradition d'Église engagée

Depuis l'indépendance, prélats et laïcs se sont opposés à deux reprises au pouvoir politique. Dans le premier cas, l'affaire Malula, un archevêque, déjà, tient tête à Mobutu. Dans le second, la « marche de l'espoir », des laïcs se prennent en main sans l'accord de l'épiscopat. Cette marche – contrairement au discours dominant sur le sujet – n'est pas celle de l'Église. En revanche, elle met en lumière le rôle d'un acteur clé de la crise actuelle, Mgr Laurent Monsengwo.

L'épisode Malula

Dès la fin des années 1960, le président Mobutu, qui a été scolarisé dans une école tenue par les prêtres, se heurte à l'indépendance de l'Église catholique. Il contrôle l'administration, l'armée, son parti politique (le Mouvement populaire de la révolution, MPR). De ce fait, l'Église est la seule institution à ne pas lui être soumise. Une personnalité incarne cette opposition, le cardinal Joseph Malula, archevêque de Kinshasa de 1964 à 1989.

Pourtant, le prélat avait initialement apporté son soutien à Mobutu, après son coup d'État de 1964 : « Monsieur le président, lui dit-il un mois après son putsch, l'Église reconnaît votre autorité, car l'autorité vient de Dieu, Nous appliquerons fidèlement les lois que vous voudriez bien établir[23]. » L'archevêque de Kinshasa est même décoré de l'ordre du Léopard. Cependant, les relations entre les deux hommes se tendent peu à peu. Leur première passe d'armes a lieu en 1966, dans l'affaire des quatre anciens ministres congolais accusés d'avoir comploté contre le chef de l'État et condamnés à mort dans un procès expéditif. Mgr Malula et le pape Paul VI lui-même téléphonent à Mobutu pour lui demander, en vain, de les gracier : ils sont pendus sur la place publique le 6 juin 1966.

L'Église n'apprécie pas le virage dictatorial du régime. Mgr Malula prend ses distances, dénonce la corruption et les violences d'État. Lorsque le chef de l'État lance, en 1972, sa vaste campagne en faveur de la « zaïrisation » de la société, de la « décolonisation » de la culture et des

23. D. Van Reybrouck, *Congo, Une histoire*, *op. cit.*, p. 454.

esprits, il vise, entre autres, l'Église catholique. Les prénoms chrétiens sont interdits, les prêtres considérés comme des « agents subversifs » et les mouvements de la jeunesse catholique sont suspendus. Mgr Malula est rappelé à Rome pour se mettre à l'abri. En 1974, le maréchal Mobutu passe à la vitesse supérieure en prohibant l'enseignement religieux dans les écoles et en nationalisant l'enseignement catholique. Il va jusqu'à supprimer les fêtes chrétiennes comme Noël, et promulgue une religion d'État, un composite de national-paganisme qui ne laissera aucun souvenir dans l'histoire congolaise. De son côté, l'Église opte pour l'apaisement. La zaïrisation étant un échec sur tous les plans, le chef de l'État fait marche arrière en 1976. Des relations plus apaisées s'installent avec Mgr Malula et – signe de cette détente – Mobutu accueille à deux reprises le pape Jean-Paul II (1980 et 1985).

L'Église pour la démocratie

Les relations se tendent à nouveau au début des années 1990 dans le contexte de la tentative de démocratisation du régime et de la longue agonie du mobutisme (1990-1997). L'Église prend alors parti pour la voie démocratique et soutient la Conférence nationale démocratique (CNS) face au président zaïrois. La société civile qui naît à cette époque s'inspire des communautés de base d'Amérique latine, elle est encouragée par des mouvements catholiques comme le CCFD et des groupes de chrétiens comme le groupe « Amos » de l'abbé Joseph Mpundu, secrétaire de la Commission Justice et Paix au sein de la conférence épiscopale et qui prône une stratégie basée sur la conscientisation de la population et la non-violence pour démocratiser le régime. Présidée d'abord par le pasteur Pascal Kabango, un proche de Mobutu, la CNS est supposée répondre aux aspirations démocratiques et libérales qui secouent le Zaïre. En décembre 1991, Pascal Kabango est remplacé par le président de la Cenco, Mgr Laurent Monsengwo, l'archevêque populaire de Kisangani. Pendant cette période d'instabilité politique, Mgr Monsengwo qui est successivement président de la CNS puis du Haut Conseil de la République – Parlement de Transition (HCT-PT) parvient à s'imposer comme médiateur dans le « combat des chefs » entre Mobutu et Tshisekedi.

Dans les années 1990, l'Église congolaise a joué un rôle majeur dans la transition, notamment en assumant une fonction politique de premier plan avec la présidence de la CNS et du HCT-PT. Ce rôle l'a placée en position d'arbitre de la classe politique congolaise, ce qui n'a pas été sans difficultés. Le rôle prééminent joué par Mgr Monsengwo dans l'arène politique a fait l'objet de nombreuses critiques au sein de l'Église et la tragique « marche des chrétiens » de 1992 (appelée aussi « marche de l'espoir ») a illustré les

dangers de l'engagement politique de l'Église et les divergences entre « gens d'en haut » et « gens d'en bas » en son sein.

Alors que Mobutu a suspendu la CNS le 19 janvier 1992, une poignée de laïcs, des intellectuels et des universitaires de Kinshasa, montent au créneau. Ils créent une cellule, la Commission laïque de coordination (CLC) qui appelle à une grande marche pour soutenir la CNS. Interdite par le régime, cette marche n'est pas une initiative de la hiérarchie catholique qui ne la valide pas, la CENCO publiant un communiqué de presse de mise au point quelques jours avant[24]. L'évêque de Kinshasa, Mgr Etsou, considéré comme proche de Mobutu et originaire comme lui de l'Équateur, s'oppose à cette manifestation[25] en faveur de la tenue d'une véritable CNS. Le 16 février 1992, à la sortie de la messe du dimanche, les fidèles de la centaine de paroisses de Kinshasa défilent dans la rue pour une « marche de l'espoir », chapelets, crucifix, rameaux de la paix dans les mains. Ils sont rejoints par les Congolais d'autres confessions, comme les protestants, les kimbangusites ou les musulmans. À Kinsagani, Bukavu, Goma, Matadi, Kikwit, Idiofa, Kananga, Mbuji-Mayi, des marches similaires sont organisées. Mais à Kinshasa, les forces de l'ordre tirent dans la foule : la « marche de l'espoir » se solde par 35 morts. Les images de la tuerie font le tour du monde. Mobutu doit reculer et la CNS ré-ouvre en avril. La CENCO suspend son secrétaire, le P. Joseph Mpundu, et Mgr Monsengwo négocie directement avec Mobutu. Si aujourd'hui le CLC revendique une filiation avec le CLC de 1992, et s'il est souvent fait état que l'Église catholique descend dans la rue pour s'opposer au régime comme en 1992, cela n'est pas exactement conforme à la réalité. En 1992, à la différence de 2018, la hiérarchie ne s'était pas prononcée en faveur de cette démarche.

24. Sur l'analyse de la marche des chrétiens, lire G. de Villers, *Zaïre, la transition manquée 1990-1997*, Paris, L'Harmattan, 1997.
25. « Mais le cardinal Etsou n'a pas accordé son autorisation pour la marche », abbé Joseph Mpundu, Congo, *op. cit.*, p. 515.

L'Église face à Kabila : la nouvelle confrontation

L'Église catholique est de retour dans l'arène politique en ayant de nouveau endossé le rôle de médiateur entre l'opposition et le régime pour fixer une nouvelle date pour les élections et définir un nouveau gouvernement de transition. Comme à la fin du mobutisme, l'Église est vite passée du rôle de médiateur à celui de critique actif du régime, voire d'opposant selon les kabilistes[26].

D'ultime médiateur à ultime opposant

En 2015, l'Église catholique a pris position en faveur du respect de la Constitution de 2006 qui limite le mandat du président à deux, et a appelé le pouvoir à tenir ses engagements d'organiser l'élection présidentielle dans les temps. Lors des grandes manifestations en faveur du respect de la Constitution qui se sont succédé en RDC jusqu'en décembre 2016, elle n'était pas en première ligne : « À Goma, l'évêque n'a pas manifesté son intérêt, son inquiétude pour nous. Pas de sollicitude pour nos tués, nos blessés, pour ceux qui ont été arrêtés arbitrairement », affirme un responsable de la Lucha. « À Kinshasa, l'Église n'était pas en première ligne. Mais nous avons trouvé auprès d'elle, de l'intérêt pour nos actions, mais aussi du réconfort, du soutien et de l'aide pour nos blessés et nos prisonniers », nuance Franck Otete, le chargé Stratégie et Communication de la Filimbi[27].

L'Église catholique est entrée de plain-pied dans la crise politique en décembre 2016 comme médiateur de la dernière chance entre le gouvernement et l'opposition après l'échec de la médiation de l'Union africaine (l'envoyé spécial de l'UA, Edem Kodjo, avait tenté d'organiser un « dialogue national » en 2016 qui avait échoué[28]). Après trois semaines de négociation âpre, la CENCO, qui n'a pas ménagé ses efforts, a obtenu le 31 décembre 2016 la signature d'un accord entre les deux parties. Il s'agit de l'accord dit de la Saint-Sylvestre qui prévoit des élections à la fin 2017 et un

26. Voir par exemple la conférence de presse du porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, qui parle de « membres du clergé extrémistes », disponible sur : www.youtube.com.
27. Entretiens personnels.
28. « L'UA envoie Edem Kodjo à Kinshasa », *BBC*, 18 janvier 2016.

gouvernement de transition conduit par l'opposition (le poste de Premier ministre doit revenir à cette dernière[29]). Mais devant la mauvaise volonté du pouvoir à appliquer l'accord, au lieu d'une sortie de crise, la RDC retombe dans l'impasse.

En mars 2017, frustrée par le comportement du régime et de l'opposition, la CENCO met fin à sa médiation non sans exprimer publiquement ce qu'elle pense de la classe politique congolaise[30]. Le 23 juin 2017, à la fin de son Assemblée plénière, elle poursuit sa dénonciation de la non-organisation des élections et de la non-application de l'accord global. Et elle lance cet appel en direction des Congolais : « Chers frères et sœurs, regardons où nous risquons d'aller. Le pays va très mal. Mettons-nous debout, dressons nos fronts encore courbés et prenons le plus bel élan [...] pour bâtir un pays plus beau que celui d'aujourd'hui (cf. L'hymne national congolais). Il est impérieux de nous impliquer nous-mêmes, de prendre notre destin en main, sinon notre avenir sera hypothéqué pour longtemps.[31] »

Durant toute l'année 2017, l'Église fait l'objet d'attaques[32]. Parmi les incidents les plus graves, ceux du week-end des 18 et 19 février, qui l'ont frappée dans plusieurs régions. Première d'entre elles, le saccage du grand séminaire de Malole de Kananga, au Kasaï central. À Kinshasa, des tracts appelant à la destruction des « écoles et églises » catholiques ont commencé à circuler. Une église, Saint-Dominique, a ensuite été attaquée par des miliciens pendant la messe. « L'Église catholique est visée, de manière intentionnelle, pour torpiller sa mission de paix et de réconciliation[33] », a alors affirmé le cardinal Laurent Monsengwo. En juin 2017, une note du nonce apostolique déplore les violences dont l'Église a été l'objet dans le Kasaï : 60 paroisses touchées, 34 maisons religieuses, 31 centres de santé catholiques, 141 écoles catholiques, l'évêché de Luebo détruit, deux évêques en exil (Luiza et Luebo). Enfin, lors de la Saint-Sylvestre 2017 à Kinshasa, la marche de protestation organisée par un collectif de laïcs catholiques déclenche une réaction violente des forces de sécurité, tuant entre cinq et sept personnes, arrêtant six prêtres et encerclant 134 paroisses[34].

29. « RDC Congo, En attendant un miracle... », *Afrique Magazine*, mars 2017.
30. N. Gorwitz, « Dialogue en RDC : les évêques mettent fin à leur médiation et dénoncent l'impasse des discussions », *Jeune Afrique*, 28 mars 2017, disponible sur : www.jeuneafrique.com.
31. « Le message alarmant des évêques de la Cenco : "Le pays va très mal, debout Congolais !" », *La Croix*, 13 juillet 2017, disponible sur : www.la-croix.com.
32. « Des symboles de l'Église catholique attaqués en République démocratique du Congo », *Deustche Welle*, 22 février 2017, disponible sur : www.dw.com.
33. « RDC : le cardinal Monsengwo condamne les attaques contre les édifices de l'Église catholique », Radio Okapi, 20 février 2017, disponible sur : www.radiookapi.net.
34. S. Lieven, « En RD-Congo, le pouvoir réprime la "marche" des catholiques contre Kabila », *La Croix*, 1er janvier 2018, disponible sur : www.la-croix.com ; L. Sarr, « Marche des catholiques en RD-Congo, les

L'engagement de l'Église dans la crise électorale congolaise relève à la fois de sa doctrine, de l'intérêt prononcé du Vatican et de l'intense compétition religieuse.

L'implication de la CENCO dans cette nouvelle crise est conforme, en effet, à l'enseignement de l'Église. Le concile Vatican II établit que : « sur le terrain qui leur est propre, la communauté politique et l'Église sont indépendantes l'une de l'autre et autonomes. Mais toutes deux, quoiqu'à des titres divers, sont au service de la vocation personnelle et sociale des mêmes hommes. Elles exerceront d'autant plus efficacement ce service pour le bien de tous qu'elles rechercheront davantage entre elles une saine coopération » (Gaudium et Spes n° 76 § 3). Ce principe a été rappelé à l'Assemblée spéciale pour l'Afrique de 1994 (sous Jean Paul II), et à celle de 2009 (sous Benoît XVI). Le thème de cette dernière assemblée était justement : « l'Église en Afrique au service de la réconciliation, de la justice et de la paix ». Parmi les points abordés, ce dernier est sans équivoque :

> « La voix des évêques [...] résonne en période de crise sociale comme celle d'un veilleur sur la cité. Face aux problèmes politiques touchant aux consultations, aux élections, aux injustices, aux violations des droits de l'homme, etc., une parole prophétique de leur part est une réponse à la soif de justice et de paix du peuple. Leur courage et leur audace font d'eux des illustrations vivantes du « sel de la terre » et de la « lumière du monde.[35] »

Enfin, tout indique que le pape François s'engage résolument dans cette voie. On peut le percevoir nettement dans ses nominations. Il a élevé au titre de cardinal, le jeune évêque de Bangui, Dieudonné Nzapalainga, plus connu pour son rôle dans la crise centrafricaine que pour ses qualités de théologien. Parmi les neuf cardinaux qui composent son conseil pour réformer le gouvernement de l'Église (G0), il a choisi le cardinal Laurent Monsengwo, la figure qui incarne en RDC l'opposition de l'Église catholique à Joseph Kabila. Par ailleurs, il nomme pour lui succéder à la tête du diocèse de Kinshasa, un évêque au profil comparable et il maintient, contre le désir à peine voilé du gouvernement de Kinshasa, le nonce apostolique Mgr Luis Mariano Montemayor, un Argentin comme lui.

En RDC, Mgr Montemayor est la voix du pape. Et depuis son voyage au Kasaï en septembre 2017, et sa note sur les violences dans cette région, le nonce n'hésite plus à critiquer publiquement le régime en des termes directs

violations des droits de l'homme dénoncées », *La Croix*, 13 mars 2018, disponible sur : www.la-croix.com.

35. « L'Église en Afrique au service de la réconciliation, de la justice et de la paix », *La Croix*, 9 avril 2013, disponible sur : www.la-croix.com.

(en RDC, il y a une « tradition d'État prédateur de son peuple[36] »). Le 13 septembre, sur Radio Okapi, il a expliqué que le pape ne viendra pas en RDC tant qu'il n'y aura pas eu d'élections présidentielles et législatives dans le pays, car ce voyage ne doit pas être, en autre, interprété comme un soutien à « la continuation du pouvoir illégitime ».

Selon un diplomate[37] en poste auprès du Saint-Siège, « le pape François s'implique personnellement dans ce dossier. Lorsque Joseph Kabila est venu le rencontrer à Rome, le 20 juin 2016, le Saint-Père s'est bien gardé de se laisser instrumentaliser par lui[38] ». Ce jour-là, fait rarissime, le pape François n'était pas sorti saluer son hôte sur le seuil de la bibliothèque où se déroulent d'ordinaire les entretiens. « Le message était clair, poursuit ce diplomate : le pape recevait le président congolais avec distance et prudence. Enfin, il n'a pas du tout apprécié l'attitude de Joseph Kabila pendant leur entretien. Il a vu que le président congolais lui mentait ouvertement. Il n'a pas du tout apprécié son comportement. Sa confiance pour lui est nulle. »

Alors qu'il est question qu'il aille en RDC à l'été 2017, le pape explique dans un entretien à l'hebdomadaire *Die Zeit,* en mars 2017, qu'il ne s'y rendrait pas car « avec Kabila cela ne va pas bien, je ne crois pas que je puisse y aller[39] ».

On ne compte plus ses prises de parole publiques sur la RDC[40] et ses interventions directes, comme sa réception d'une délégation de la CENCO à Rome, le 19 décembre 2016, soit deux jours avant la reprise des négociations qui vont aboutir à l'accord de la Saint Sylvestre.

Parmi toutes les raisons de l'engagement de l'Église dans la crise en RDC, on peut avancer un dernier aspect plus prosaïque. Rome ne doit pas « perdre » l'Afrique, et en premier lieu, sa jeunesse. Comme on l'a vu, l'Afrique est le continent où le nombre de catholiques augmente le plus chaque année mais c'est aussi un continent où la compétition religieuse est intense. L'Église catholique est sérieusement concurrencée par les églises évangéliques et pentecôtistes (le protestantisme est le premier courant religieux du continent) et l'islam (sunnites et chiites) la dépasse[41]. L'Afrique est un continent où elle doit faire la démonstration de sa détermination et

36. « Pas de visite du pape François en RDC avant les élections, assure le nonce apostolique », Radio Okapi, 13 septembre 2017, disponible sur : www.radiookapi.net.
37. Il requiert l'anonymat.
38. Entretien personnel.
39. « Le pape François annule un projet de visite en RDC », RFI, 14 mars 2017, disponible sur : www.rfi.fr.
40. « Le pape François appelle de nouveau à éviter toute violence en RDC », *Vatican News*, 24 janvier 2018, disponible sur : www.vaticannews.va.
41. Selon le Pew Research Center, il y avait en 2010, 300 720 protestants en Afrique subsaharienne et 404 964 730 musulmans (sunnites et chiites) en Afrique. Détails disponibles sur : www.pewforum.org.

de son efficacité à défendre la justice sociale et la bonne gouvernance, à l'heure où les nouveaux mouvements issus de la jeunesse pensent qu'elle a échoué en ce domaine ; quand ils ne la jugent pas trop timorée[42].

Derrière l'unité de l'Église congolaise

La CENCO affiche aujourd'hui son unité face à un régime qui a tout intérêt à la diviser pour mieux s'en débarrasser. « Nous avons vraiment besoin de manifester notre unité face à ceux qui cherchent un signe de fissure entre nous pour nous diviser. Serrons-nous les coudes pour ne pas laisser le passage au démon de la division[43] », peut-on entendre en son sein. L'Église congolaise n'échappe pas à la diversité des réalités socio-ethno-politiques du Congo. Les six archidiocèses ne forment pas un tout homogène. Chacun épouse, avec plus ou moins de distance, le point de vue des communautés de son territoire. On trouve même des évêques ayant des liens de parenté avec des acteurs politiques de premier plan. Mgr Gérard Mulumba, évêque de Mewka (Kasaï occidental), est le frère cadet de feu Étienne Tshisekedi. Mgr Monsengwo, de son côté, a une relation « privilégiée » avec le président congolais Denis Sassou Nguesso : sa cousine germaine, Lily Kaniki, a été son épouse et les deux enfants les plus influents de Sassou Nguesso, Claudia et Denis Christel, sont issus de cette union.

Bien que les violences de la crise unissent l'Église dans une même réprobation, il y a une ligne de clivage entre les modérés et les anti-régime qui recoupe la fracture politico-culturelle structurant cet immense pays entre l'Est et l'Ouest[44]. « Nous sommes divisés au sein de la CENCO. On ne sait jamais exactement ce que pensent les uns et les autres. Il y a aussi de la défiance entre nous. Mais nous essayons à tout prix de conserver une forme de consensus entre nous », confiait un évêque congolais[45] au début du mois de février 2018.

Les églises de l'Ouest sont nettement plus hostiles à Joseph Kabila que celles de l'Est. Et encore faut-il distinguer ceux qui optent pour la négociation et le dialogue de ceux qui adoptent une position plus tranchée. Les premiers ont piloté l'accord de la Saint-Sylvestre, à commencer par l'évêque de Kisangani et président de la CENCO, Mgr Marcel Utembi, un

42. C'est le sentiment de la Lucha à Goma où la femme du président Kabila, Marie Olive Lembe Kabila, finance la construction de la nouvelle cathédrale. Par ailleurs, les contestations conduites par les nouveaux mouvements citoyens de jeunes, en 2015 et 2016, ne se sont pas senties soutenues par l'Église : lire H. Bangré, « La nouvelle opposition en RDC : les mouvements citoyens de la jeunesse », *Notes de l'Ifri*, mai 2016, disponible sur : www.ifri.org.
43. Selon une confidence d'un membre de la CENCO.
44. Cette fracture est d'abord culturelle avant d'être politique. Les populations de l'Ouest parlent en majorité le lingala tandis que les populations de l'Est sont en majorité swahiliphones.
45. Entretien personnel.

négociateur expérimenté. En 2003, alors évêque de Mahagi-Nioka, il avait trouvé une issue au conflit entre les Hemas et les Lendus en Ituri, sa province d'origine (il est *ndo* par son père et de culture *alur* par sa mère). Mais à Kisangani où il a remplacé Mgr Monsengwo en 2009, il est critiqué. La Lucha l'a toujours trouvé trop accommodant avec le régime. Cependant, depuis l'échec de l'accord de la Saint-Sylvestre, il adopte un ton plus ferme. Mais la CENCO réagit toujours après les déclarations sans fard de Mgr Monsengwo, l'adepte de la méthode forte.

Les prélats les plus offensifs sont entraînés par la province de Kinshasa, en premier lieu par le cardinal Monsengwo qui demande le « départ des médiocres[46] ». Face à Kabila, il adopte une position plus ferme que face à Mobutu. En 2011, il est le premier à dénoncer ouvertement l'élection de Joseph Kabila, « une mascarade » dont « les résultats proclamés ne sont conformes ni à la vérité, ni à la justice »[47]. L'année suivante, alors que François Hollande hésite à participer au sommet de la Francophonie de Kinshasa, Mgr Monsengwo est l'un des rares Congolais à lui demander d'y renoncer en raison de l'élection controversée de Joseph Kabila. À ses yeux, une telle réunion internationale ne rend pas service à la démocratisation de la RDC mais au contraire, à ses ennemis.

À Rome, il est très apprécié. Benoît XVI l'élève au rang de cardinal en 2010. Sa voix porte en RDC et sur la scène internationale. Traditionnellement, l'archevêque de Kinshasa a une audience plus large que tout autre prélat en RDC, y compris le président de la CENCO. Les trois archevêques qui se sont succédé à Kinshasa depuis l'indépendance ont tous été élevés au titre de cardinal par Rome. À bien des égards, Mgr Monsegwo apparaît aujourd'hui comme la personnalité catholique et politique la plus importante du pays. « C'est le premier opposant à Kabila », entend-on dans les chancelleries depuis la disparition d'Étienne Tshisekedi[48]. « J'ai rarement entendu des propos modérés sur lui, constate un responsable d'une ONG internationale catholique[49]. On est soit tout pour, soit tout contre. Son leadership est incontestable. Mais il a tendance à prendre des positions seul, sans consulter la CENCO qui est obligée de le suivre. Au fond, il apparaît comme un électron libre ». Intimidé, menacé et attaqué, sa vie est clairement exposée au Congo.

46. « Cardinal Monsengwo : il est temps que les médiocres dégagent et que règnent la paix et la justice en RDC », Radio Okapi, 2 janvier 2018, disponible sur : www.radiookapi.net.
47. « Présidentielles en RDC : le cardinal Monsengwo met en doute la crédibilité du scrutin », *Jeune Afrique*, 12 décembre 2011, disponible sur : www.jeuneafrique.com.
48. C'est même devenu un lieu commun.
49. Confidence personnelle.

Bien qu'il s'en défende, le Comité laïc de coordination (CLC) qui organise les marches anti-Kabila depuis le 31 décembre 2017[50] paraît très proche de Mgr Monsengwo. « Nous sommes des laïcs qui avons pris nos responsabilités », répond sa porte-parole, Léonnie Kandolo, « nous ne sommes pas téléguidés par Mgr Monsengwo. Puisque nous sommes des fidèles du diocèse de Kinshasa, nous avons alerté les autorités religieuses de notre projet. Elles ne nous ont pas dissuadés de poursuivre en ce sens[51] ». Cependant, il est difficile de croire que le cardinal n'a rien à voir avec le CLC, tant ils partagent la même analyse, le même but, et tant ils sont utiles l'un à l'autre.

Sans qu'on puisse complètement généraliser, le clergé de l'Est adopte une attitude plus modérée dans cette crise, non pas en raison d'une sympathie pour Joseph Kabila mais en raison d'une méfiance ou d'une rivalité historique avec le clergé de l'Ouest. « L'Ouest est habité par un sentiment de supériorité vis-à-vis de l'Est. Nous ressentons une forme de condescendance, de mépris de sa part pour nous », confie le supérieur d'une congrégation religieuse, natif du Nord Kivu[52]. « Pour nous, poursuit-il, les évêques de l'Ouest à commencer par Mgr Estou puis Mgr Monsengwo, ont été pro-Mobutu et anti-Kabila. À l'élection de 2006, Mgr Estou était plus proche de Jean-Pierre Bemba que de Joseph Kabila. En 2011, Mgr Monsengwo était très clairement hostile à Joseph Kabila ». Ce ressenti est largement partagé dans les deux Kivu. L'un des évêques de l'Est affirme : « Nous ne sommes pas sur la ligne Monsengwo. Nous n'approuvons pas sa manière trop directe de s'opposer au régime et d'envoyer les fidèles dans la rue, face à des forces de l'ordre qui tirent à balles réelles.[53] »

Dans la province de Bukavu, les diocèses de Goma et de Butembo-Beni n'ont pas autorisé les marches, au motif que les fidèles risquaient leur vie. L'évêque de Butembo-Beni, Mgr Melchisedec Sikuli Paluku, est cité en exemple par le régime, comme en témoigne une confidence d'André-Alain Atundu, le porte-parole de la majorité présidentielle. L'évêque de Bukavu, Mgr François-Xavier Maroy, est aussi considéré comme proche du régime. Le camp des modérés critique le CLC et prône la désobéissance civile face au régime et non la mobilisation de la rue.

50. Composé de deux femmes et six hommes, ce nouveau CLC s'est formé en novembre 2017. Ses membres sont des intellectuels diplômés, le plus souvent formés à l'étranger : ils affirment avoir répondu à l'appel de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) lancé en juin 2017, demandant aux habitants du pays de se lever pour leurs droits. Visés par un mandat d'arrêt de la justice congolaise, ils vivent dans la clandestinité depuis le début du mois de janvier. Lire L. Larcher et M. Malzac, « Ces catholiques de la RD-Congo qui se lèvent contre Kabila », *La Croix*, 23 février 2018, disponible sur : www.la-croix.com.

51. Entretien personnel.

52. Entretien personnel.

53. Entretien personnel.

Le même évêque de l'Est poursuit : « C'est vrai que nous ne sommes pas tous d'accord sur le CLC. Ce dernier s'est constitué sans coordination avec le Conseil de l'apostolat des laïcs catholiques du Congo (CALCC), la structure pour les laïcs mise en place par la conférence épiscopale. Pour le dire directement, nous pensons que le CLC est un instrument entre les mains du cardinal Monsengwo pour lui permettre de court-circuiter le CALCC et la CENCO.[54] »

Cet évêque de l'Est suggère d'utiliser le rôle de services publics que joue l'Église comme un moyen de pression pacifique : « À la place de ces marches, nous sommes plusieurs à préférer une campagne de désobéissance civile : ne pas payer les taxes, l'eau et l'électricité. D'autant plus que cet argent ne va pas dans le trésor public mais dans les poches des proches du président. Pire, que cet argent est utilisé pour payer les mercenaires étrangers utilisés pour réprimer les manifestations. Parmi nous, certains souhaitent que nous nous désengagions de l'éducation et de la santé pour faire pression sur le régime. »

Symbole de cette tension entre l'Est et l'Ouest, le bras de fer entre l'abbé Malu Malu et l'épiscopat de l'Ouest est particulièrement révélateur. Natif de Lubero (un *nande*) dans le diocèse de Butembo-Beni, l'abbé Malu Malu exerce la charge de curé entre 1993 et 1996 en France, près de Grenoble. À son retour dans le nord-Kivu, la région est alors en ébullition. Il se fait remarquer par ses qualités de médiateur. À ce titre, il est envoyé à Pretoria, entre 2002 et 2003, pour prendre part aux négociations de paix. Après la signature de « l'accord global et inclusif », il est nommé expert au service d'études stratégiques attaché au cabinet du chef de l'État. Joseph Kabila le charge de superviser les élections de 2005 et 2006 (donc les élections présidentielles). Il a été la cheville ouvrière de ces élections : son rôle a été central dans leur organisation. À Kinshasa, Mgr Etsou prend ses distances avec son jeune confrère. Originaire de l'Équateur (comme Mobutu), ce religieux sheutiste a succédé à Mgr Malula en 1990. Fait cardinal par Jean-Paul II en 1991 (c'est le deuxième cardinal congolais après Mgr Malula), président de la CENCO depuis 2000, Mgr Etsou critique le travail de l'abbé Malu Malu au sein de la CENI et exprime sur RFI[55] ses doutes sur la crédibilité du scrutin présidentiel de 2006. À l'Est comme à l'Ouest, on se range derrière son champion : « Nous étions en désaccord avec les critiques de Kinshasa », se souvient un religieux de Beni[56]. La mort précipitée de Mgr Etsou, en 2007, calme la fronde. Mais son successeur, Mgr Laurent

54. Entretien personnel.
55. « Propos du cardinal Etsou : Mgr Monsengwo appelle à la prudence et au calme », Radio Okapi, 14 novembre 2006, disponible sur : www.radiookapi.net.
56. Entretien personnel.

Monsengwo, s'inscrit dans la même tradition. Après le fiasco des élections de 2011 organisées par le pasteur Ngoy Mulunda, le régime nomme de nouveau en 2013 l'abbé Malu Malu à la tête de la CENI. La CENCO n'est pas pour mais elle ne le condamne pas. Plus que jamais, l'abbé Malu Malu apparaît comme l'homme du président Kabila. Sa mort, soudaine, le 30 juin 2016, est un coup dur pour le palais présidentiel.

Conclusion

Alors que beaucoup comparent le rôle de l'Église dans la crise actuelle avec les années 1990, plusieurs constatations s'imposent :

- Comme lors des autres crises, cette crise politico-sécuritaire fait apparaître en filigrane des divergences. Toutefois, l'Église est une institution qui s'efforce de ne pas afficher ses dissensions et polémiques internes.
- La position de Mgr Monsengwo et des « anti-régime » au sein du clergé a été renforcée par l'échec de l'accord de la Saint-Sylvestre, donc de la position ouverte défendue par Mgr Utembi. La CENCO est obligée d'admettre la responsabilité du régime dans cet échec. Et elle doit démontrer qu'elle n'est pas si faible qu'on le dit. Toutefois, ses options sont limitées. Faire jouer la pression de la suspension des services publics qu'elle fournit aux Congolais n'est ni réaliste ni efficace – les premières victimes seraient les Congolais.
- À l'inverse des années 1990, le pape joue un rôle actif dans ce dossier et a clairement fait connaître sa position.

institut français
des relations
internationales